

# **COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE** **DU COMITE DES ETUDIANTS STAPS DE NANTES** **DU 15 MARS 2004**

## Ordre du jour :

- argumentaire expliquant les circonstances du mouvement,
- organisation de la manifestation du jeudi 18 mars 2004 avec bilan des commissions, organisation de la diffusion de l'information dans les différents U. F.R. durant l'après-midi.

## Présences :

- une enseignante d'E.P.S. représentante du syndicat SNEP-FSU,
- quelques étudiants CAPES Histoire-Géographie,
- un enseignant d'E.P.S. représentant du syndicat FO,
- quelques étudiants représentant Sud-Etudiant,
- un étudiant maîtrise informatique,
- quelques étudiants PLP,
- une majorité d'étudiants STAPS : Deug 1&2, Licence, Maitrise et PLC 1.

## Première partie : argumentation expliquant les circonstances du mouvement.

- revendication : rétablissement des 4000 postes aux concours toutes disciplines confondues
- élément déclencheur :

communiqué de presse de l'Education Nationale du 23 janvier 2004 annonçant la suppression de 4000 postes d'enseignants dans le second degré ainsi que 10000 postes de personnels d'éducation. Ce communiqué est en contradiction avec l'audit de décembre 2002 annonçant la nécessité de 18000 postes à la rentrée 2004

- arguments du Ministre de l'Education Nationale :

\*baisse du nombre d'élèves dans le second degré. Cependant, la D.P.D. annonce une nécessité de recruter 15800 enseignants sur la période 2004/2008.

\*départ en retraite : or, entre les Cessations Progressive d'Activité et la nouvelle législation des retraites, le nombre précis de départs en retraite n'est pas connu.

- conséquences :

\*déficit de 6000 enseignants à la rentrée 2005

\*réduction de l'offre de formation due à une augmentation des effectifs par classe

\*explosion du recrutement de personnel précaire

\*détournement encore plus important des étudiants par rapport aux carrières de l'enseignement

- idéal d'éducation :

\*éducation en tant que priorité nationale (Loi d'Orientation du 10 juillet 1989)

\*droit à l'éducation pour tous

\*priorité au recrutement

-conclusion : les dates d'écrits des différents CAPES étant en quasi-totalité passées, il faut impérativement réagir et réagir ensemble !

## Deuxième partie : Bilan des commissions et organisation pour jeudi 18 à Paris

- Commission média-politique :

\*point presse : parution d'un article la semaine dernière dans Libération à propos des mouvements sur Poitiers

articles dans Presse-Océan et Ouest-France

\*rencontre avec Jean-Marc AYRAULT, député-maire de Nantes : apporte information parisienne: gel de 2000 postes supplémentaires.

Conseils :

aller au Rectorat et aux permanences des députés de la majorité avant les élections  
étendre le mouvement aux autres disciplines pour être entendu

Soutien assuré de notre mouvement : annonce d'un communiqué de presse.

S'engage à questionner l'Assemblée Nationale dès la réouverture le 6 avril 2004.

- Commission organisation de la manifestation :

\*remerciements pour le bon déroulement de la manifestation de vendredi 12 mars

\*déçus de l'organisation du cortège où nous étions initialement prévus en seconde place (organisation trop longue dans la distribution des banderoles, ...)

- Commission inter-discipline

\*informations diffusées aux autres formateurs IUFM par l'intermédiaire de Jean-Paul ARDIN

\*difficultés à communiquer et à mobiliser autres disciplines (épreuves CAPES en cours, ...)

\*mardi 9 mars 2004 : RDV avec le Président de l'Université, Mr REICH et son adjoint qui conseillent d'élargir le mouvement aux autres disciplines. Pour être sûr des chiffres à avancer, prendre RDV avec le Recteur qui en a fait un rapport.

\*obtention d'un RDV avec le Rectorat mardi 16 mars 2004 à 17h30.

\*obtention d'un RDV avec Marguerite ALTET mercredi 17 mars 2004 à 17h30. Elle revient de 3 jours passés au Ministère.

\*bilan AG du 12 mars 2004 : manifestation européenne interprofessionnelle les 2 et 3 avril 2004

- Commission finances

\*bilan : 266€60 dont 80€ de la part des enseignants

\*nécessité de lancer autres opérations pour financer manifestation de jeudi à Paris

- Commission intra-STAPS

\*mobilisation positive de vendredi 12 mars

\*besoin de relais en Deug 1&2

\*étendue interdisciplinaire mais importance de maintenir unité STAPS

### *Interventions*

-SNEP : on fait dire aux chiffres ce qu'on veut leur faire dire.

Préciser au Rectorat la réalité :

85 personnes recrutées depuis le début de l'année

maladie non-remplacée à moins de 15 jours-3 semaines, ...

Le combat doit être permanent, il ne faut pas céder car l'objectif à long terme est de déscolariser le sport scolaire.

-FO : la suppression des postes est la conséquence directe de la baisse budgétaire due au déficit budgétaire.

Un prof d'EPS coûte trop cher ; les Brevets d'Etat sont plus rentables

-Etudiant histoire-géographie (Joffrey) : proposition de faire une AG en lettres pour favoriser l'interdisciplinarité du mouvement

Proposition de suivre le mouvement des chercheurs du 19 mars 2004

-Etudiants Sud : important de s'unifier autour de revendications.

*Bilan réunion STAPS à Créteil du 11 mars 2004*

-accord autour de revendication commune : rétablissement des 4500 postes aux concours dont 550 en EPS + autres revendications : équivalence BE, ...

Votes :

-annulation à l'unanimité de la séance géante d'EPS prévue le mercredi 17 mars 2004 en ville

-ouverture de la manifestation du jeudi 18 mars 2004 aux autres disciplines (2 abstentions)

-AG en lettres mercredi 17 mars